

# FIN DU NÉOLIBÉRALISME OU ENTRÉE DANS LA JUNGLE ET LES CRISES ?

**L**e spectre de la crise de 1929 rode. Être au milieu du gué sans avoir atteint la rive permet toujours de contempler le gouffre. Ce fait majeur qui frappe le cœur du monde capitaliste et a ébranlé la planète s'est installé de façon durable et percute déjà toutes les manières de penser. La crise actuelle n'échappe pas à de multiples interrogations : cause(s), déclenchement, propagation, remèdes, nouveau paysage. Les contributions ici réunies suggèrent, sous divers angles d'attaques, des pistes de réponse à ces questionnements.

Il est tout d'abord tentant de comparer la crise actuelle à celle de 1929 qui marqua le xx<sup>e</sup> siècle. Tout en sachant que les leçons qui en furent dégagées ne sont pas sans influencer sur les mesures aujourd'hui mises en œuvre, même si les origines de la crise actuelle s'écartent de celles de 1929. Cette comparaison – comme l'avance Hakim Ben Hammouda et Mustapha Sadni Jallab – permet de dégager les grandes lignes des politiques de sortie de crise. Mais si les principales leçons semblent avoir été retenues, notamment la nécessaire intervention étatique dans la mise en œuvre de plan de relance, on reste déçu tellement les efforts mis en place dans les grands pays industrialisés sont en dessous des attentes nourries par l'ampleur de la crise et le spectre de la déflation. Alors que la Chine a mis en œuvre un plan de relance de 16% de son PIB, on reste confondu par la modestie des réponses des pays de l'Union européenne avec à peine 2% d'effort en moyenne. Pour l'instant, seule la parole a été généreuse si l'on en juge par l'important retournement idéologique en cours qui fait avaliser aujourd'hui ce qui hier encore était tenu pour grossièreté et valait opprobre à ses partisans.

Mais cette crise a révélé l'ampleur de l'économie d'endettement qui s'était mise en place à bas bruit depuis plusieurs décennies. Avec ses particularités et ses conséquences, comme le suggère Ahmed Henni en décortiquant le capitalisme de rente. Contrairement à 1929, affirme-t-il, c'est « l'émission sans frein de monnaie durant trente ans et la surabondance de crédit aux spéculateurs financiers et aux ménages américains qui a poussé les acteurs économiques, l'État et des ménages américains à un endettement sans précédent conduisant certains à se retrouver, dès 2007, en cessation de paiement ». En 1950, aux États-Unis, l'État alors faible emprunteur consacrait à peine 2% de ses recettes à verser des intérêts sur ses emprunts. Aujourd'hui on frôle les 20%. Au-delà d'une transmission de dette intergénérationnelle, c'est dans l'instant présent que ce mécanisme agit comme une véritable redistribution de richesse en faveur de ceux qui disposant d'épargne ont prêté et perçoivent immédiatement cette manne à charge de tous ceux qui paient l'impôt. Ainsi, dans les pays riches, il est devenu plus intéressant de capturer les richesses par l'endettement des particuliers et des États que par de la production matérielle.

Vu du Sud, la crise mérite également d'être étudiée. Dimitri Uzinidis et Lamia Yacoub s'y attachent en analysant les échecs patents que les recettes néolibérales incarnées dans le « Consensus de Washington » ont engendrés dans les régions sous-développées notamment depuis l'ère Thatcher/Reagan. Mais affirment-ils, « le développement renaît dans la crise actuelle ». Car aujourd'hui, à sa faveur, l'idée de l'intervention de l'État redevient actuelle. Et il pourrait s'agir de celle d'un État « pro » (promoteur, prospecteur, protecteur, producteur), comme agent central du développement. Bref, un renouveau de l'économie du développement, refoulée depuis plusieurs décennie, pourrait-il resurgir, donnant toute ses chances à une « politique économique active » ?

Bien sûr, la crise se doit d'être abordée dans une perspective de longue période en interrogeant le système mondial. Dans cette optique, Bernard Gerbier avance que cette crise n'a rien d'exceptionnel car « le capitalisme a toujours été cyclique et les crises financières y ont toujours sanctionné les crises économiques de solvabilité » et il réfute l'idée que cette crise serait d'origine financière à répercussions économiques. En dehors de la période des « trente glorieuses », le capitalisme a toujours été cyclique et les crises financières y ont toujours sanctionné les crises économiques de solvabilité. De ce point de

vue la recapitalisation des banques, mise en œuvre aux États-Unis et ailleurs, peut certes stabiliser l'économie financière et éviter son effondrement, mais elle ne peut pas relancer l'économie productive confrontée à un manque de débouchés. Pour cela, il faut resolvabiliser les populations et les États par un transfert de revenus inverse de celui qui a eu lieu depuis le milieu des années 1970.

Ainsi, l'analyse des causes lointaines de la crise constitue un moment important et central dans la recherche de solutions actuelles de sortie de crise et dans la façon de penser son issue. Jusqu'à présent le modèle de référence était assez clair. Nous étions entrés depuis le début des années 80 dans une ère néolibérale mondialisée sous l'influence des tournants opérés par Margaret Thatcher et Ronald Reagan et qui s'incarnait en France par le « tournant de la rigueur » de 1983, moment où François Mitterrand troqua le programme de la gauche contre les exigences de la construction européenne. Cette parenthèse ouverte devait nécessairement être refermée par l'échec du néolibéralisme. En est-on arrivé là ? Ce n'est pas sûr. D'abord rien ne permet de conclure que cette parenthèse se serait refermée. D'autre part, un retour aux « trente glorieuses » serait totalement anachronique, tant les conditions, notamment internationales qui avaient présidé à leur naissance sont aujourd'hui absentes. Le recul permet de penser que cette période fut plutôt exceptionnelle dans l'histoire du capitalisme. Non, ce qui menace c'est bien un retour au capitalisme d'avant 1945, celui de la jungle et des crises.

**MICHEL ROGALSKI**

## ***Si le revenu national avait été mieux réparti...***

par Marriner S. ECCLES <sup>1</sup>

[Dans ce texte de 1951, Marriner Eccles, qui fut directeur de la Fed de 1934 à 1948, analyse les circonstances qui ont mené à la grande dépression de 1929.]

*La production de masse doit être accompagnée d'une consommation de masse, et cette consommation de masse implique une distribution des richesses—pas des richesses existantes, mais des richesses couramment produites—telle qu'elle assure aux hommes un pouvoir d'achat équivalent au montant des biens et services qu'offre l'appareil productif d'une nation. Au lieu d'assurer une telle distribution, une gigantesque pompe aspirante avait confisqué une part croissante de la richesse produite au profit de quelques-uns en 1929-1930. Ceux-ci avaient bien accumulé du capital. Mais en privant la masse des consommateurs d'un pouvoir d'achat suffisant, les épargnants s'étaient eux-mêmes privés de la demande qui aurait justifié le réinvestissement de leur capital dans de nouvelles usines. Par conséquent, comme dans une partie de poker où les jetons étaient concentrés entre des joueurs de moins en moins nombreux, les autres ne pouvaient continuer la partie qu'en empruntant. Lorsque leur crédit s'épuisa, le jeu cessa.*

*C'est ce qui nous est arrivé dans les années 1920. Nous avons alors maintenu de hauts niveaux d'emploi, grâce à une expansion exceptionnelle du crédit extra-bancaire. Ce crédit était financé par la forte croissance des trésoreries d'entreprises et de l'épargne des particuliers, notamment les couches sociales qui bénéficiaient de hauts revenus et d'impôts légers. La dette privée extra-bancaire s'était accrue d'environ 50%. Ces crédits, consentis à des taux d'intérêt élevés, avaient généralement pris la forme de crédits hypothécaires sur les maisons, les bureaux et les structures hôtelières, de ventes à tempérament aux consommateurs, d'avances sur titres, enfin de crédits étrangers. La stimulation de la dépense par de tels crédits fut de courte durée et l'on ne put compter dessus pour maintenir*

*durablement un haut niveau d'emploi. Si le revenu national avait été mieux réparti—en d'autres termes, si les entreprises avaient fait moins de profits, si les classes les plus aisées avaient eu moins de revenus et si les ménages les plus modestes en avaient eu davantage—notre économie aurait été beaucoup plus stable. Si, par exemple, les six milliards de dollars que les entreprises et les hauts revenus consacèrent à la spéculation boursière avaient été distribués sous forme de baisses de prix ou d'augmentations de salaires, avec des profits réduits pour les entreprises et les plus riches, alors on aurait pu empêcher ou fortement atténuer l'effondrement économique déclenché en 1929.*

*Le moment arriva où il n'y eut plus de jeton de poker à prêter. Les débiteurs, cherchant à tout prix à se désendetter, furent contraints de réduire leur consommation. Cela réduisit naturellement la demande de biens de toutes sortes, provoquant ce qui sembla être une surproduction, alors que c'était une sous-consommation, si l'on veut bien l'examiner du point de vue de l'économie réelle et non pas du point de vue du monde de l'argent. Ce phénomène provoqua à son tour une chute des prix et de l'emploi.*

*La montée du chômage fit reculer la consommation, ce qui aggrava le chômage, bouclant la boucle d'un déclin continu des prix. Les entreprises, voyant fondre leurs bénéfices, exigèrent des économies de toutes sortes sur les salaires, les traitements et la durée du travail. Et là encore, le cercle vicieux de la déflation se referma, jusqu'à ce qu'un tiers de la population soit mis au chômage, que notre revenu national soit réduit de moitié, que le fardeau de la dette atteigne un poids que l'on n'avait jamais connu auparavant, non pas en dollars, mais en proportion des revenus qui représentent la capacité de rembourser. Les charges fixes, comme les taxes, les tarifs de chemins de fer et autres services publics, les primes d'assurances et les charges d'intérêts furent maintenus à leur niveau de 1929. Ils représentaient une telle part du revenu national que ce qui restait à la population pour sa consommation de biens ne lui permettait pas de subvenir à ses besoins.*

*Telle fut ma lecture de ce qui provoqua la dépression.*

<sup>1</sup> « Beckoning Frontiers », par Marriner Eccles, éd. Alfred A. Knopf, New York 1951

